

Le chancelier conservateur autrichien Sebastian Kurz acculé à la démission reste de facto aux manettes / Les alliés verts du parti conservateur assurent la poursuite d'un gouvernement Kurz sans Kurz / Mais il pourrait s'agir d'un simple sursis, si les prochaines enquêtes judiciaires finissent par entamer sérieusement la cote de popularité des deux partis de gouvernement plutôt mal assortis.

Changer sans changer. Le chancelier conservateur autrichien, Sebastian Kurz, vient de démissionner à la suite d'une enquête judiciaire pour détournements de fonds publics (en faveur de son ascension politique). Mais il gardera, du moins pour l'instant, les manettes du pouvoir. Kurz a lui-même eu le loisir de nommer son successeur : en tant que chancelier officiera dorénavant son plus fidèle lieutenant, Alexander Schallenberg, qui était jusqu'à présent son ministre des Affaires étrangères. Mais Kurz reste le président du parti conservateur, le ÖVP, et dirigera le groupe des députés du ÖVP, majoritaire au parlement autrichien.

Le nouveau chancelier Schallenberg s'est empressé d'affirmer qu'il « collaborera étroitement avec Kurz » et que les accusations contre ce dernier sont « erronées ». Ce tour de passe-passe qui maintient de facto Kurz au pouvoir, a été rendu possible par le soutien du parti « Les Verts », qui constitue depuis Janvier 2020 l'allié gouvernemental des Conservateurs. Les Verts sont pourtant un parti de centre-gauche opposé à la politique restrictive de Kurz en matière d'immigration. Mais ils font valoir des avancés en matière d'écologie pour justifier la poursuite de leur alliance avec les Conservateurs.

Au-delà, c'est un raisonnement implicite qui vient au secours du maintien de la coalition des Verts avec les Conservateurs : le rapport de force actuel au parlement autrichien ne permettrait de former une majorité alternative qu'à condition d'une alliance de l'opposition social-démocrate et centriste avec le parti d'extrême droite, le FPÖ qui s'est encore radicalisé dernièrement en plongeant dans la mouvance anti-vaccination.

Par ailleurs, les partis d'opposition rechignent devant un retour aux urnes, qui pourrait s'avérer, selon les sondages, à nouveau favorable aux Conservateurs de Kurz.

C'est que Kurz semble rester populaire, du moins pour l'instant, malgré une série d'affaires de corruption, de favoritisme, d'abus de confiance et de dépassements des limites réglementaires des frais campagnes électorales grâce à de fausses factures – ce qui n'est pas sans rappeler l'affaire Pygmalion pour laquelle Nicolas Sarkozy vient d'être condamné en France.

Mais le fait est que d'autres dirigeants autrichiens ont par le passé eu recours à de méthodes similaires tout en échappant aux foudres de la justice. Cela rend de nombreux Autrichiens d'autant plus indulgents vis-à-vis de Kurz, qu'ils apprécient son leadership résolu et surtout sa fermeté affichée vis-à-vis de l'immigration et à l'encontre des courants islamistes.

Néanmoins, les Conservateurs ne sont pas rassurés dans la mesure où les révélations et enquêtes judiciaires qui vont nécessairement se poursuivre durant les semaines prochaines pourraient quand même finir par affecter sérieusement la cote de popularité de Kurz et entamer le poids électoral de ses alliés verts, sans lesquels le maintien du gouvernement paraît impossible.

Danny Leder